



MOTION

DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DES DEUX RIVES

Pour le respect de la République, la protection de nos communes
et des sanctions exemplaires contre les auteurs de violences et de dégradations

Nous, élus de la République, disons STOP !

Nous, maires, adjoints, conseillers municipaux, élus locaux et anciens élus de Tarn-et-Garonne, souhaitons exprimer notre profonde indignation face aux violences, aux destructions et aux dégradations commises à l'occasion de manifestations qui dépassent le cadre de la contestation démocratique.

Nous apportons notre soutien total aux communes touchées, à leurs élus, à leurs agents, à leurs habitants et à l'ensemble des forces de l'ordre mobilisées pour protéger les personnes et les biens.

Nous rappelons une évidence : manifester est un droit, détruire est un délit. Contester l'État est légitime, s'attaquer à la République ne l'est pas.

Derrière chaque mairie, chaque école, chaque équipement public dégradé, il y a l'argent des contribuables, le travail des agents territoriaux et l'engagement d'élus qui se battent chaque jour pour maintenir des services publics de proximité.

Ces destructions ne pénalisent pas un gouvernement ou une institution abstraite. Elles pénalisent les Français, les familles, les travailleurs et les collectivités qui doivent déjà faire face à des contraintes financières considérables.

Nous entendons la colère sociale. Nous connaissons les difficultés économiques, la baisse du pouvoir d'achat, les inquiétudes des familles et les difficultés rencontrées par nos entreprises, nos agriculteurs et nos communes. Nous savons que notre pays doit répondre à des problèmes profonds, qui se sont accumulés au fil des décennies.

Mais aucune difficulté, aucune revendication et aucune opinion politique ne peuvent justifier la violence, les intimidations ou la destruction des biens publics et privés. Nous refusons que la majorité des citoyens respectueux des lois paie indéfiniment pour les agissements d'une minorité qui détruit, menace et saccage.

NOS REVENDICATIONS

1. Une réponse judiciaire ferme et effective

Nous demandons que les auteurs de violences et de dégradations soient identifiés, poursuivis, jugés et, lorsque leur culpabilité est établie, condamnés à des sanctions proportionnées à la gravité des faits, réellement dissuasives et effectivement exécutées.

2. L'application concrète du principe « casseur-payeur »

Nous demandons que les responsables des dégradations soient tenus de réparer les dommages causés, dans le respect des procédures légales, afin que les collectivités et les contribuables ne supportent pas seuls les conséquences financières de ces actes.

3. Le développement des mesures de réparation et des travaux d'intérêt général

Nous demandons que les dispositifs légaux permettant aux personnes condamnées de contribuer à la réparation des dommages, notamment par des travaux d'intérêt général lorsque les conditions sont réunies, soient pleinement mobilisés.

4. Le soutien et la protection de ceux qui défendent la République

Nous réaffirmons notre soutien aux policiers municipaux, aux policiers nationaux, aux gendarmes et à tous les agents chargés de la sécurité publique. Nous demandons que les violences commises à leur encontre soient traitées avec toute la gravité nécessaire.

Nous demandons également que les élus et responsables publics qui incitent illégalement à la violence ou la cautionnent par des actes répréhensibles puissent faire l'objet de procédures adaptées, dans le respect du droit et des principes démocratiques.

5. Le respect des droits et des devoirs de chaque citoyen

Nous demandons que les dispositifs d'aides et de prestations publiques soient appliqués conformément à la loi, et que toute conséquence liée à une infraction repose sur une décision légalement fondée et individualisée.

Nous voulons une République qui protège ses citoyens, fait respecter ses lois et assume pleinement ses responsabilités.

NOTRE ENGAGEMENT

En tant qu'élus de proximité, nous sommes au contact quotidien de nos administrés. Nous connaissons leurs difficultés, leurs attentes et leurs inquiétudes. Nous ne pouvons rester silencieux lorsque des communes sont défigurées, lorsque des agents sont agressés et lorsque les biens collectifs sont détruits.

Nos communes rurales, même lorsqu'elles ne sont pas directement touchées, sont pleinement solidaires de celles qui subissent ces violences.

Notre démarche n'est ni partisane ni dirigée contre une catégorie de la population. Elle est fondée sur une exigence simple : le respect de la République, de ses institutions, de ses agents et de ses citoyens.

Nous ne demandons pas une République aveugle ou injuste. Nous demandons une République qui ne renonce ni à son autorité ni à ses principes.

Nous voulons pouvoir transmettre à nos enfants un pays dans lequel la liberté de contester demeure garantie, mais où personne ne peut se croire autorisé à détruire, à blesser ou à intimider sans avoir à répondre de ses actes.

Par cette pétition, nous appelons les élus de Tarn-et-Garonne à se mobiliser collectivement, à soutenir les communes victimes et à porter ces revendications auprès des pouvoirs publics.

Nous souhaitons que cette initiative départementale puisse être relayée dans les autres départements et prendre une dimension nationale.

Parce que défendre la République, ce n'est pas tout accepter de l'État. C'est refuser que quiconque puisse impunément s'attaquer à ce qui nous appartient à tous.

Nous, élus de Tarn-et-Garonne, disons **STOP** aux violences, **STOP** aux destructions et **OUI** à une République ferme, juste et respectée.